



2240000 Commission paritaire pour les employés des métaux non-ferreux

Convention collective de travail du 17 décembre 2001 (61.401)

Classification des fonctions des employés

CHAPITRE Ier. Champ d'application et objet

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux entreprises relevant de la Commission paritaire pour les employés des métaux non-ferreux, ainsi qu'aux employés masculins et féminins qui exercent les fonctions de référence classifiées par la présente convention collective de travail ou dont la fonction exercée est classifiée par analogie à ces fonctions de référence selon la procédure fixée par la présente convention collective de travail.

Art. 2. La présente convention collective de travail coordonne les dispositions :

- de la convention collective de travail du 3 avril 1992, modifiée par les conventions collectives de travail du 21 février 1994, du 17 novembre 1994 et du 17 juillet 1997, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés des métaux non-ferreux contenant la classification des fonctions des employés;

- du chapitre 3, section 3, de la convention collective de travail du 31 mai 2001 conclue au sein de la Commission paritaire des métaux non-ferreux relative à l'accord sectoriel 2001-2002.

Elle prévoit un système et une procédure sectorielle de classification, ainsi qu'un barème sectoriel d'appointements minima pour les fonctions visées à l'article 1er.

CHAPITRE IV. Rémunération

Section 1 : le barème sectoriel

Art. 32. Les appointements mensuels minima par catégorie, valables au 1er juillet 2001, sont repris ci-après. Ces appointements mensuels minima sont augmentés de 0,50 p.c. au 1er avril 2002.



L'âge de début auquel les jeunes ayant terminé leurs études peuvent prétendre à l'appointement de fonction complet, compte tenu de la durée moyenne d'expérience à acquérir pour l'exercice normale des fonctions classifiées, est indiqué pour chaque catégorie par le signe (+).

Au niveau des entreprises, un "barème maison" peut être établi. Le cas échéant, il est établi en concertation avec la délégation syndicale.

L'introduction du barème sectoriel minimum ne peut conduire à une diminution ou un blocage des appointements mensuels appliqués, ni à une modification à la baisse des évolutions des appointements appliqués.

Section 2 : l'insertion des employés en cas d'engagement et de promotion

Art. 33. Les employés engagés à un âge inférieur à l'âge de début visé à l'article 32, sont rémunérés, pendant la période d'adaptation, selon le barème de la catégorie concernée, au niveau correspondant à leur âge, diminué du nombre d'années d'expérience à acquérir. L'application de cette dégressivité ne peut avoir comme conséquence que les employés sont mis à un niveau inférieur à l'âge le plus bas de l'échelle correspondante. Par année d'expérience acquise par la suite, une année de dégressivité est rattrapée.

Art. 34. Les employés engagés à un âge supérieur à l'âge de début visé à l'article 32, sont rémunérés, pendant la période d'adaptation, selon le barème de la catégorie concernée, avec application d'une dégressivité de 2,5 p.c. par année d'expérience restant à acquérir, avec un maximum de 3 ans. Par année d'expérience acquise par la suite, une tranche de dégressivité de 2,5 p.c. est rattrapée.

Art. 35. En cas de promotion, l'employé est rémunéré, pendant la période d'adaptation, selon le barème de la nouvelle fonction, avec application d'une dégressivité de 2,5 p.c. par catégorie promue. La dégressivité est ensuite réduite de 2,5 p.c. par année.

Section 3 : les mesures de transition lors de l'introduction de la classification des fonctions

Art. 36. Les employés dont la fonction est classifiée dans une catégorie inférieure ou supérieure lors de l'introduction de la classification ou de la révision prévue à l'article 30, sont immédiatement rémunérés selon le barème de la nouvelle catégorie concernée. Lorsque la fonction est cependant classifiée dans une catégorie inférieure, la différence entre l'ancien et le nouvel appointement est fixée et payée en supplément du nouveau barème sous la forme d'un appointement complémentaire.



L'appointement complémentaire est adapté à l'évolution de l'indice des prix à la consommation et aux augmentations générales découlant de conventions collectives de travail.

CHAPITRE V. Entrée en vigueur et durée de la convention

Art. 37. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er juillet 2001 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois. La dénonciation est notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la commission paritaire et à chacune des organisations signataires.

La présente convention collective de travail remplace celle du 3 avril 1992, modifiée par les conventions collectives de travail du 21 février 1994, du 17 novembre 1994 et du 17 juillet 1997, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés des métaux non-ferreux, contenant la classification des fonctions des employés.

Elle remplace également les dispositions du chapitre 3, section 3, de la convention collective de travail du 31 mai 2001, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés des métaux non-ferreux, relative à l'accord sectoriel 2001-2002.

Art. 38. Le remplacement de la convention collective de travail du 3 avril 1992 conclue au sein la Commission paritaire pour les employés des métaux non ferreux contenant la classification des fonctions des employés par la présente convention collective de travail a pour conséquence que dans chaque convention collective de travail où il est renvoyé à la convention collective de travail du 3 avril 1992 conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés des métaux non-ferreux, contenant la classification des fonctions des employés il faut lire un renvoi vers la présente convention collective de travail.